

2 Politique

CEEAC/Comité de pilotage de la réforme institutionnelle (COPIIL-RI)

Ouverture ce matin d'une nouvelle réunion à Libreville

Stéphane MASSASSA
Libreville/Gabon

UNE réunion ministérielle du Comité de pilotage pour la réforme institutionnelle (COPIIL-RI) de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) s'ouvre aujourd'hui à Libreville. C'est le ministre gabonais des Affaires étrangères, Alain-Claude Bilie-By-Nze, en sa qualité de président dudit Comité de pilotage, qui en a fait l'annonce, hier, au cours d'un déjeuner avec les représentants des médias.

Cette rencontre qui impliquera, outre les ministres en charge de l'Intégration régionale des États membres de la CEEAC, verra également la participation des responsables de plusieurs autres départements ministériels des pays de la sous-région. Notamment les Finances, la Défense, l'Intérieur. Cette réunion fait suite à la rencontre tenue du 19



Le ministre des Affaires étrangères, Alain-Claude Bilie-By-Nze, lors de sa rencontre avec la presse.

au 21 juin dernier à l'hôtel Radisson Blu de Libreville. Cette fois-ci, il s'agira d'examiner et de valider quatre principaux instruments juridiques. A savoir: le projet de Cadre organique révisé de la CEEAC; celui du Statut du personnel; du Règlement financier; et le projet de Protocole relatif au Conseil de paix et de sécurité de l'Afrique centrale (COPAX). Une instance qui

organise pour le compte de la communauté, tous les aspects liés aux problématiques de prévention et de promotion de la paix... Une fois ces instruments juridiques validés par le Comité de pilotage, un sommet des chefs d'État et de gouvernement sera organisé en vue de leur adoption définitive. Ainsi que pour la mise en œuvre des nouvelles institutions de la



Une phase du déroulé des travaux de la réunion de juin dernier.

Communauté économique des États de l'Afrique centrale.

Pour rappel, le Gabon, par l'entremise du chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, actuellement président en exercice de cette organisation communautaire, avait reçu mandat de porter sa réforme. Et, c'est dans cette optique qu'il avait été mis en place ce Comité de pilotage aujourd'hui présidé

par le ministre gabonais des Affaires étrangères. La dernière rencontre dudit comité avait permis d'examiner plusieurs textes produits par le secrétariat général de la CEEAC. Un accent avait été mis sur le Traité révisé, afin de l'adapter aux nouvelles missions et aux nouvelles ambitions de cette Institution communautaire, ainsi qu'aux nouvelles formes de

coopération. Lequel traité avait finalement été validé par le Comité de pilotage. C'est dire que les assises qui s'ouvrent ce matin, s'inscrivent dans la continuité de ce qui a déjà été entrepris jusqu'ici et, constituent, à n'en point douter, un tournant historique pour la CEEAC et pour la sous-région d'Afrique centrale, d'une manière générale.

PDG/Tournée nationale du secrétariat exécutif/lboundji

Éric Dodo Bounguendza au cœur des préoccupations des militants

J.K.M
lboundji/Gabon

Inscrit dans "le nouveau style de travail" de sa formation politique, il les traduit sur le terrain.

AVANT-DERNIÈRE étape de son séjour dans la province de l'Ogooué-Lolo, le secrétaire général du Parti démocratique gabonais (PDG), Éric Dodo Bounguendza, s'est rendu, le 23 juillet dernier, à lboundji, où il s'est engagé solennellement, à la Place des fêtes, à transmettre "les préoccupations des militantes et militants au distingué camarade président du PDG, Ali Bongo Ondimba".

Au nombre de celles-ci figure tout naturellement, la réhabilitation de l'axe routier reliant le chef-lieu du département de l'Of-foue-Onoye à Koula-Moutou. Long d'environ 140 kilomètres, il est jalonné de crevasses, cassis et autres nids-de-poule. Si l'on n'y prend garde, craignent les habitants de la contrée, avec le retour des pluies, leur localité pourrait être coupée du reste du pays. D'autant que cette route est entrecoupée de bourbiers. Même en saison sèche! Dans la foulée, la secrétaire départementale, Marianne Ngoulou a relevé la nécessité de doter leur localité d'une ambulance, d'un système d'adduction



Le SG du PDG Eric Dodo Bounguendza s'adressant à l'assistance.



Les officiels chantant l'hymne du parti.



Une vue des militants et militantes d'lboundji.

d'eau potable, etc. Non sans avoir mentionné que les pouvoirs publics avaient répondu aux préoccupations des populations, en y érigeant un mini-bar-

rage électrique. Et que, tout compte fait, "le PDG se porte bien dans le département de l'Offoue-Onoye, ne serait-ce qu'au regard de la moisson récoltée, en termes

d'élus locaux (conseillers), au sortir des élections coupées d'octobre dernier". Quoi qu'il en soit, cet engagement d'Éric Dodo Bounguendza est d'autant

justifié que, selon lui, en dehors des "canaux traditionnels et classiques" que sont le gouvernement et le Parlement, le PDG doit également être un moyen d'in-

former le chef de l'État sur le vécu quotidien et réel des populations. "Le PDG doit prendre ses responsabilités, d'autant que ses adversaires se servent des difficultés des populations pour mieux le pouffendre et l'attaquer", a-t-il lancé. Ce faisant, cette attitude n'est que la matérialisation "du nouveau style de travail" impulsé et voulu par Ali Bongo Ondimba, a précisé Éric Dodo Bounguendza. En ce sens que, selon lui, "il nous a instruits d'être plus proches, autant que possible, des militantes et militants de toutes les localités de notre pays en les visitant, afin de mieux s'imprégner de leurs réalités". Tout ceci, en droite ligne du concept de "Régénération" et "Revitalisation" (2R) visant à ancrer le PDG dans la modernité. En l'excipant des maux qui, par le passé, ont déteint sur son rayonnement et son action. Une ambition largement soutenue par les militants. Lesquels encouragent leur secrétaire général à ne pas changer de cap. Celui-ci a d'ailleurs prévenu que les sanctions devraient tomber sur les têtes des différents responsables des structures de base et autres membres du Conseil national qui ne s'inscriraient pas dans cette démarche. Aujourd'hui, Éric Dodo Bounguendza se rendra à Mounana et Bakoumba, dans la province du Haut-Ogooué.